

Le Jour, 1952
3 décembre 1952

LE PIEGE ISRAELIEN

Il faut une certaine insolence (ou une certaine candeur, à quoi il est difficile de croire) pour proposer des conversations directes entre Arabes et Israéliens, **en partant de la table rase**. M. Aubrey Eban, représentant d'Israël à l'ONU, trouve cependant les circonstances favorables à de telles conversations ; il l'a dit devant la Commission politique des Nations-Unies.

Nous nous sommes élevé depuis plusieurs jours contre cette procédure et nous avons constaté qu'à nos remarques les Libanais faisaient écho. Mais ce n'est pas seulement au Liban qu'on a réagi. Et l'on voit maintenant se manifester de toute part l'étonnement et la désapprobation des pays arabes.

Les Nations-Unies ont pris des décisions formelles concernant Israël. Ces décisions dont Israël ne veut faire aucun cas, impliquent la présence internationale aux débats. Qu'aurions-nous à nous dire, les Israéliens et nous, tant que des questions aussi graves que l'internationalisation de Jérusalem, la garantie internationale des frontières, la limitation de l'immigration juive en Israël seront étrangères au débat.

M. Aubrey Eban et son Gouvernement tiennent cela pour accessoire ou pour non avenu, ou pour inutile ; tandis que la paix des Arabes avec Israël, les relations économiques des Arabes avec Israël, une limitation de l'armement chez les Arabes et en Israël, sont au premier rang de leurs soucis. Sur la foi de ce qu'on entend, nous croyons à M. Aubrey Eban une vive intelligence; nous voudrions lui accorder le bénéfice de la bonne foi : mais pour qui a-t-il pris ses interlocuteurs aux Nations-Unies, pour qui les prend-il ?

La paix avec Israël, dans les conditions que propose M. Eban, signifierait un encouragement délibéré aux futures violences d'Israël. La paix qu'Eban veut est celle qu'on recherche pour préparer la guerre. Une telle paix serait pire encore que le bizarre armistice sous lequel nous vivons.

Les relations économiques avec Israël auraient pour sens immédiat le soulagement d'Israël ; puis, des tentatives variées de mainmise de nos voisins du sud sur notre propre économie et sur nos sources d'énergie.

La limitation de l'armement, sans la présence internationale et sans la garantie internationale laisserait Israël maître de faire venir, de loin, à son heure, les armes les plus redoutables.

Pour nous, des conversations directes avec Israël, la situation étant ce qu'elle est, sont inconcevables. C'est sûrement par l'engagement de respecter les décisions antérieures des Nations-Unies qu'il faut commencer ; et, non moins sûrement, c'est aux Nations-Unies d'établir les préliminaires de cette paix à laquelle les Arabes tenteraient d'arriver en leur compagnie.

JAMAIS MATIERE NE FUT PLUS INTERNATIONALE QUE CELLE-LA. C'est la fulgurante évidence. M. Aubrey Eban et son Gouvernement sous-estiment-ils à ce point, le jugement des Arabes, qu'ils les convient au suicide comme ils font ?

Une négociation, quelle qu'elle soit, avec Israël, ne peut avoir pour point de départ que la présence internationale à Jérusalem et la garantie internationale et contractuelle des frontières.

A partir de là, l'on pourrait progresser vers le bon voisinage et envisager une vie possible, à charge que le tragique problème des réfugiés soit résolu.

Les pays de la Ligue ne se prêteront pas à autre chose ; ils ne commettront pas cette folie.